

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 101

[S - C - 98/29007]

**31 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 27 juin 1989
portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 10, § 2;

Vu le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment l'article 5;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1995 et du 9 mai 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mai 1996 relatif au programme de l'examen spécial d'admission aux études universitaires de premier cycle en sciences appliquées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 18 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 103 du décret du 24 juillet 1997 précité supprime à partir du 1^{er} janvier 1998 le Certificat d'Enseignement secondaire inférieur et lui substitue à cette même date le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré, et que le même article charge le Jury de la Communauté française de délivrer ce nouveau certificat, il s'impose dès lors d'adapter pour la session d'examens de janvier 1998 les attributions du Jury de la Communauté française afin de lui permettre de délivrer le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré;

Considérant qu'il s'impose de mettre en place à cette même date des dispositions transitoires permettant aux candidats qui ont acquis une ou des attestations de réussite partielle à un ou des groupes d'épreuves ou qui ont acquis des dispenses d'examens dans une ou des branches d'en conserver le bénéfice en les valorisant pour l'obtention du nouveau certificat et pour l'admission dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

Considérant que le Jury de la Communauté française n'est plus habilité à organiser l'examen d'admission aux études universitaires de premier cycle en sciences appliquées, en application de l'article 10, § 2, du décret du 5 septembre 1994 précité et de son arrêté d'application du 29 mai 1996 précité qui réservent aux seules universités l'organisation de cet examen et qu'il importe donc que la réglementation relative à l'organisation du Jury de la Communauté française soit rendue conforme à ces dispositions dès le 1^{er} janvier 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire.

Ce Jury comporte trois sections :

A. La première section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire général);
- 2° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire technique de transition);
- 3° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire technique de qualification);
- 4° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire artistique de transition);
- 5° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire artistique de qualification);
- 6° le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement secondaire professionnel).

B. La deuxième section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire général);
- 2° le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

C. La troisième section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire technique de transition);
- 2° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire technique de qualification);
- 3° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire artistique de transition);
- 4° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire artistique de qualification);
- 5° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement professionnel);
- 6° le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

§ 2. Un siège central est créé par section. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le secrétaire et le secrétaire adjoint de chaque section sont mis en congé pour mission par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. Durant ce mandat, ils sont de droit membres de la section concernée. »

Art. 3. L'article 6 du même arrêté modifié par l'Arrêté du Gouvernement du 9 mai 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Le Jury comporte des membres permanents et des membres non permanents.

Les membres permanents et non permanents sont choisis parmi le personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire en activité de service, retraité ou bénéficiant de la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite, pour moitié parmi le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié parmi le personnel de l'enseignement libre.

Les membres permanents sont mis en congé pour mission par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Les membres non permanents sont désignés pour une période de deux années, renouvelable, par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. »

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté modifié par les Arrêtés du Gouvernement des 20 février 1995 et 9 mai 1995, le paragraphe premier est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour l'obtention :

1° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire général;

2° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 2°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire technique de transition;

3° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 3°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire technique de qualification;

4° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 4°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire artistique de transition;

5° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 5°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire artistique de qualification;

6° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 6°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire professionnel;

7° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, B, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire général;

8° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, C, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire technique de transition;

9° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, C, 2°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire technique de qualification;

10° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, C, 3°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire artistique de transition;

11° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, C, 4°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire artistique de qualification;

12° du certificat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, C, 5°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières techniques et de pratique professionnelle des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire professionnel et des cours généraux des sixième et septième années de l'enseignement secondaire professionnel;

13° du diplôme d'aptitude visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, B, 2° et C, 6°, les récipiendaires sont interrogés sur les matières visées à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 20 février 1995 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur. »

Art. 5. L'article 8 du même arrêté modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Les droits d'inscription aux épreuves conduisant à l'obtention du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur et des différents certificats visés par le présent arrêté sont fixés à 2 000 FB par session.

A titre transitoire, pour la période allant du 1^{er} janvier 1998 au 30 juin 1999, les droits d'inscription sont fixés à 2 000 FB par session, pour les épreuves conduisant à l'obtention des différents certificats d'enseignement secondaire supérieur et à 1 000 FB par session, pour les épreuves du deuxième degré conduisant à l'obtention des différents certificats d'enseignement secondaire et du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur. »

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est complété par un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux membres mis en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 8. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'Exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 101

[S - C - 98/29007]

31 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 27 juni 1989 houdende inrichting van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6*bis*, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 1989;

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van het universitair onderwijs en van de academische graden, inzonderheid op artikel 10, § 2;

Gelet op het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 103;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1990 en bij de besluiten van de Regering van 20 februari 1995 en 9 mei 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 mei 1996 houdende het programma van het bijzonder toelatingsexamen tot universitaire studies van de 1e cyclus in de toegepaste wetenschappen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 18 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 103 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 vanaf 1 januari 1998 het Getuigschrift van Lager Secundair Onderwijs afschaft en op dezelfde datum vervangt door het Getuigschrift van Secundair Onderwijs van de Tweede Graad, en dat de Examencommissie van de Franse Gemeenschap door hetzelfde artikel belast wordt met het uitreiken van dat nieuwe getuigschrift, en dat de bevoegdheden van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap bijgevolg voor de examenzittijd van januari 1998 moeten worden aangepast, opdat zij het Getuigschrift van Secundair Onderwijs van de Tweede Graad zou kunnen uitreiken;

Overwegende dat op dezelfde datum overgangsbepalingen dienen getroffen te worden, opdat kandidaten die één of meer attesten van gedeeltelijk slagen voor één of meer examengedeelten hebben verworven of die vrijstellingen van examens voor één of meer vakken hebben gekregen, het voordeel daarvan verder zouden kunnen genieten, waarbij ze die zouden kunnen laten gelden voor het verwerven van het nieuwe getuigschrift en voor de toelating tot het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Overwegende dat de Examencommissie van de Franse Gemeenschap er niet meer toe gemachtigd is het toelatingsexamen voor de universitaire studies van de 1e cyclus in de toegepaste wetenschappen te organiseren, met toepassing van artikel 10, § 2, van het voornoemde decreet van 5 september 1994 en van voornoemd toepassingsbesluit van 29 mei 1996, die bepalen dat enkel de universiteiten dit examen mogen organiseren en dat de reglementering inzake het organiseren van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap bijgevolg in overeenstemming dient te worden gebracht met die bepalingen vanaf 1 januari 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. § 1. Er wordt een Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs opgericht.

Deze Examencommissie bestaat uit drie afdelingen :

A. De eerste afdeling is belast met het uitreiken van :

1° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (algemeen secundair onderwijs);

2° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (technisch secundair doorstromingsonderwijs);

3° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (technisch secundair kwalificatie-onderwijs);

4° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (kunstsecundair doorstromingsonderwijs);

5° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (kunstsecundair kwalificatie-onderwijs);

6° het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad (beroepssecundair onderwijs).

B. De tweede afdeling is belast met het uitreiken van :

1° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (algemeen secundair onderwijs);

2° het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs.

C. De derde afdeling is belast met het uitreiken van :

1° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (technisch secundair doorstromingsonderwijs);

2° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (technisch secundair kwalificatie-onderwijs);

3° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (kunstsecundair doorstromingsonderwijs);

4° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (kunstsecundair kwalificatie-onderwijs);

5° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (beroepsonderwijs);

6° het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs.

§ 2. Per afdeling wordt een centrale zetel opgericht. »

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Aan de secretaris en de adjunct-secretaris van elke afdeling wordt verlof wegens opdracht verleend door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort. Gedurende dat mandaat zijn zij van rechtswege lid van de betrokken afdeling. »

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 9 mei 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. De Examencommissie bestaat uit vaste leden en niet vaste leden.

De vaste leden en niet vaste leden worden gekozen uit het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs dat in actieve dienst, in ruste gesteld of in disponibiliteit gesteld is wegens persoonlijke aanleg voor de taak van het secundair onderwijs, voordat het in ruste gesteld wordt, voor de helft uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de andere helft uit het personeel van het vrij onderwijs.

Aan de vaste leden wordt verlof wegens opdracht verleend door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

De niet vaste leden worden voor een vernieuwbare periode van twee jaar aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort. »

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 20 februari 1995 en 9 mei 1995, wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor het verwerven van :

1° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het algemeen secundair onderwijs;

2° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 2°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het technisch secundair doorstromingsonderwijs;

3° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 3°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het technisch secundair kwalificatie-onderwijs;

4° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 4°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het kunstsecundair doorstromingsonderwijs;

5° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 5°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het kunstsecundair kwalificatie-onderwijs;

6° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, A, 6°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de derde en vierde leerjaren van het beroepssecundair onderwijs;

7° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, B, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de vijfde en zesde leerjaren van het algemeen secundair onderwijs;

8° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, C, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de vijfde en zesde leerjaren van het technisch secundair doorstromingsonderwijs;

9° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, C, 2°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de vijfde en zesde leerjaren van het technisch secundair kwalificatie-onderwijs;

10° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, C, 3°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de vijfde en zesde leerjaren van het kunstsecundair doorstromingsonderwijs;

11° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, C, 4°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van de vijfde en zesde leerjaren van het kunstsecundair kwalificatie-onderwijs;

12° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, C, 5°, worden de examinandi ondervraagd over technische vakken en beroepspraktijk van de vijfde en zesde leerjaren van het beroepssecundair onderwijs en de algemene vakken van de zesde en zevende leerjaren van het beroepssecundair onderwijs;

13° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, § 1, B, 2° en C, 6°, worden de examinandi ondervraagd over de leerstof bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs. »

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 november 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De inschrijvingsrechten voor de examens die leiden tot het behalen van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs en van de verschillende getuigschriften bedoeld bij dit besluit worden vastgesteld op 2 000 BF per zittijd.

Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de periode van 1 januari 1998 tot 30 juni 1998, worden de inschrijvingsrechten vastgesteld op 2 000 BF per zittijd, voor de examens die leiden tot het behalen van de verschillende getuigschriften van hoger secundair onderwijs, en op 1 000 BF per zittijd, voor de examens van de tweede graad die leiden tot het behalen van de verschillende getuigschriften van secundair onderwijs en het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs. »

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De bepalingen van dit besluit zijn niet toepasselijk op de leden die in disponibiteit worden gesteld wegens persoonlijke aangelegenheid voordat zij in ruste worden gesteld. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX

F. 98 — 102

[S - C - 98/29008]

31 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 29 juillet 1992, 27 octobre 1994 et 2 avril 1996;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 103;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire tel qu'il a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 novembre 1990 et par les arrêtés du Gouvernement des 20 février 1995 et 9 mai 1995 et du 31 décembre 1997;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances en date du 18 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 24 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 103 du décret du 24 juillet 1997 précité supprime à partir du 1^{er} janvier 1998 le Certificat d'Enseignement secondaire inférieur et lui substitue à cette même date le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré, et que le même article charge le Jury de la Communauté française de délivrer ce nouveau certificat, il s'impose dès lors d'adapter pour la session d'examens de janvier 1998 les attributions du Jury de la Communauté française afin de lui permettre de délivrer le Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré;

Considérant qu'il s'impose de mettre en place à cette même date des dispositions transitoires permettant aux candidats qui ont acquis une ou des attestations de réussite partielle à un ou des groupes d'épreuves ou qui ont acquis des dispenses d'examens dans une ou des branches d'en conserver le bénéfice en les valorisant pour l'obtention du nouveau certificat et pour l'admission dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Siège du Jury*

Article 1^{er}. Le siège de la première section du Jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Le Jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Un secrétariat permanent est établi au siège du jury.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du Jury*

Art. 3. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par un président adjoint et en second ordre par le membre le plus âgé.

Art. 4. En cas d'absence du secrétaire du Jury, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 5. Le Jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens des candidats et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 6. Aucun membre du Jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision que ce soit, lorsque le candidat :

1° est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré;